



Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de M. Olivier Maes
Chargé d'affaires a.i. auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

Méthodes de travail

New York, le 26 novembre 2012

Statement by Mr. Olivier Maes
Chargé d'affaires a.i. to the United Nations

Open debate of the Security Council

Working methods

New York, November 26th, 2012



Monsieur le Président,

Nous remercions la Présidence indienne du Conseil d'avoir organisé ce débat public sur les méthodes de travail du Conseil de sécurité. Il est bien que ce débat soit devenu une tradition annuelle. Je saisis cette occasion pour saluer le travail remarquable réalisé par le Portugal à la présidence du groupe de travail informel du Conseil sur la documentation et les autres questions de procédure tout au long de l'année 2012.

Au cours des derniers mois, des avancées ont pu être réalisées en ce qui concerne l'organisation interne des travaux du Conseil, notamment avec l'adoption de la note S/2012/402 du 5 juin 2012 prônant une meilleure utilisation des services de conférence et une plus grande interactivité lors des consultations. Des efforts ont également été faits avec l'aide du Secrétariat pour mieux répartir les renouvellements des mandats sur l'année toute entière.

Cela dit, il y a sans doute encore de la marge pour améliorer l'efficacité du travail du Conseil, pour augmenter sa transparence et renforcer l'interaction du Conseil avec les Etats non membres. La note de réflexion préparée par l'Inde et le Portugal propose des pistes utiles à cet égard. Sans vouloir être exhaustif, j'énumérerai quelques propositions concrètes qui méritent d'être creusées davantage aux yeux du Luxembourg.

D'abord, il faut continuer de veiller à améliorer la transparence et l'interactivité des débats du Conseil, en adaptant le format des réunions selon les besoins. Les réunions selon la formule « Arria » facilitent les échanges avec la société civile et les organisations non-gouvernementales dont l'analyse et l'expérience de terrain peuvent avoir une pertinence particulière pour les délibérations du Conseil. Les dialogues informels interactifs permettent de renforcer l'interaction entre autres avec les Etats non membres concernés par une situation à l'ordre du jour du Conseil.

Le dialogue sur la consolidation de la paix auquel le Luxembourg a pu participer le 13 juillet dernier en sa qualité de présidence de la formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix en est un bon exemple. Ces dialogues sont utiles pour autant qu'un suivi approprié soit assuré. A notre avis, il serait souhaitable que les Etats non membres qui sont en mesure d'apporter une valeur ajoutée, notamment les présidents des formations pays de la CCP, puissent être associés aux consultations du Conseil.

Ensuite, les développements en Afrique et au Moyen-Orient nous confortent dans la conviction qu'il faut continuer de veiller à la meilleure interaction possible entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales et sous-régionales concernées, telles que l'Union africaine et la Ligue des Etats arabes. Tout en respectant les compétences et les mandats, il nous paraît utile que le Conseil de sécurité cherche à tirer le meilleur parti de l'expertise particulière dont ces organisations et d'autres acteurs tels que l'Union européenne disposent.

Enfin, nous encourageons les initiatives qui ont été prises au cours des dernières années afin de mieux préparer le Conseil de sécurité à anticiper les menaces à la paix et à la sécurité internationales, et notamment la pratique initiée sous Présidence britannique en novembre 2010 d'inviter le Département des Affaires politiques à présenter au Conseil des sujets qui méritent

son attention en raison de leur potentiel déstabilisateur. A nos yeux, c'est là un bon exemple d'application de l'article 99 de la Charte des Nations Unies, selon lequel le Secrétaire général peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Si cette fonction d'alerte précoce est utilisée à bon escient, le Conseil de sécurité sera mieux à même de s'acquitter des responsabilités que la Charte lui confère.

Monsieur le Président,

Une proposition qui revient souvent dans le cadre de l'amélioration des méthodes de travail est qu'il convient d'assurer un suivi adéquat des débats thématiques du Conseil. Pour ne donner qu'un exemple, le débat public très riche qui a eu lieu le 17 octobre dernier sous la Présidence du Guatemala au sujet de l'interaction entre le Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale mérite assurément un tel suivi.

Les suites qui ont été données au débat public du 30 novembre 2011 portant sur les méthodes de travail nous paraissent un bon exemple à suivre à cet égard. Nous espérons que le débat d'aujourd'hui permettra d'avancer encore davantage et que les suggestions utiles formulées par les nombreux Etats membres qui participent à ce débat ne resteront pas lettre morte.

Soyez assuré qu'en tant que membre élu du Conseil de sécurité pour le mandat 2013-2014, le Luxembourg ne ménagera pas ses efforts pour y contribuer.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

We thank the Indian Presidency of the Council for organising this open debate on the working methods of the Security Council. It is welcome that this debate has become an annual tradition. I would like to avail myself of this opportunity to commend the remarkable work done by Portugal as chair of the Council's Informal Working Group on Documentation and Other Procedural Questions throughout 2012.

During these last months, progress has been made on the internal organisation of the Council's work, notably with the adoption of note S/2012/402 of 5 June 2012, which recommends better use of conference resources and greater interactivity during consultations. Efforts have also been made with the assistance of the Secretariat to spread the mandate renewals more evenly throughout the year.

Nevertheless, there is certainly still room for improving the effectiveness of the Council's work, for increasing its transparency and for strengthening the interaction between the Council and non-members. The concept note prepared by India and Portugal contains helpful suggestions in this regard. Without pretending to be exhaustive, I would like to list a few concrete proposals which would merit further consideration in Luxembourg's view.

First, we should continue to improve the transparency and interactivity of the Council's debates, by tailoring the format of meetings to our needs. "Atria" formula meetings facilitate exchanges with civil society and non-governmental organisations, the analysis and field experience of which can have particular relevance for the deliberations of the Council. Informal interactive dialogues allow for increased interaction *inter alia* with non-members which are concerned by a situation on the Council's agenda.

The dialogue on peacebuilding in which Luxembourg was invited to take part on 13 July last in its capacity as Chair of the Guinea Configuration of the Peacebuilding Commission was a good example of such interaction. These dialogues are useful insofar as adequate follow-up is ensured. In our opinion, it is to be hoped that non-members who are in a position to bring added value, such as the Chairs of the PBC country-specific configurations, will be invited to join the Council's consultations.

Furthermore, the developments in Africa and in the Middle East strengthen our conviction that we should continue to ensure the best possible interaction between the Security Council and concerned regional and subregional organisations, such as the African Union and the League of Arab States. While respecting competencies and mandates, we find it useful that the Security Council strives to make good use of the particular expertise that these organisations as well as other stakeholders like the European Union have to offer.

Finally, we encourage the initiatives taken in recent years in order to better prepare the Security Council to anticipate threats to international peace and security. A case in point is the practice which was initiated under the Presidency of the United Kingdom in November 2010, to invite the Department of Political Affairs to present to the Council issues which deserve its attention, given their destabilising potential. In our view, this is a good example of applying article 99 of the Charter of the United Nations. Under this article, the Secretary-General may bring to the attention of the Security Council any matter which in his opinion may threaten the maintenance of international peace and security. If this early warning function is used wisely, the Security Council will be better equipped to fulfil the responsibilities conferred on it by the Charter.

Mr. President,

In the context of improving the working methods of the Security Council, the case has often been made that adequate follow-up should be given to the Council's thematic debates. To give but one example, the very rich open debate which took place on 17 October last under the Presidency of Guatemala on the topic of the interaction between the Security Council and the International Criminal Court clearly deserves such follow-up.

The steps taken after the open debate of 30 November 2011 on working methods are in our view a good example to follow in this regard. We hope that today's debate will encourage further progress and that the useful suggestions made by the many Member States participating in this debate will not go unheeded.

As an elected member of the Security Council for the mandate 2013-2014, I can assure you that Luxembourg will spare no effort to contribute to this process.

I thank you for your attention.